



L'énergie D'avancer
Comprendre les enjeux pour faire les bons choix

Bruxelles veut favoriser la révolution numérique des réseaux d'électricité

18 mai 2016



Selon les dernières déclarations de Dominique Ristori, Directeur général Energie à la Commission européenne, Bruxelles présentera avant la fin de l'année une série de propositions pour un « nouveau marché » de l'électricité dans le but d'adapter les réseaux au développement des énergies renouvelables et à la révolution numérique. Une stratégie qui imposera une coopération optimale entre les Etats membres dans la mise en place d'interconnexions efficaces.

Le développement des énergies intermittentes comme l'éolien et le photovoltaïque constitue de nouveaux défis pour les électriciens, tant du fait de la multiplication des sources à introduire sur le réseau que d'une plus grande difficulté à prévoir la puissance disponible à un instant t . Le renforcement des interconnexions entre pays européens, l'avènement des « réseaux intelligents » (dotés de capacités d'adaptation entre l'offre et la demande), et le développement des capacités de stockage sont au cœur de cette révolution.

Invité à s'exprimer lors d'un colloque consacré à la coopération énergétique entre la France et l'Allemagne, vendredi 13 mai dernier à Strasbourg, Dominique Ristori a fourni dans ce cadre quelques précisions sur la nouvelle stratégie européenne en matière de réseaux électriques intelligents (« smart grids » en anglais). Les propositions de la Commission devraient selon lui permettre de fixer un cadre mais aussi de promouvoir des normes et des standards communs.

« Il s'agira de réconcilier des montants accrus d'énergie variable, notamment renouvelable, avec la sécurité de fonctionnement de l'ensemble du système énergétique », a expliqué le directeur. « Là où coexistaient historiquement des stratégies nationales, cette nouvelle ère suppose une coopération accrue entre les Etats et les grandes régions européennes », a-t-il poursuivi.

Dominique Ristori a également insisté sur la nécessité d'approfondir la coopération franco-allemande dans ce domaine en dépit des options radicalement opposées sur l'énergie nucléaire, à laquelle a renoncé Berlin alors qu'elle génère 75 % de l'électricité en France.